

Ottawa est prÃ^Ãat Ã discuter de la protection de la riviÃ^Ãre

Dossier de
 la rÃ©action de H2o
December 2022

Au lendemain de la signature d'un cadre mondial de la protection de la biodiversitÃ©, le gouvernement Trudeau se dit prÃ^Ãat Ã entamer un "dialogue" avec le gouvernement du QuÃ©bec au sujet de la protection de la riviÃ^Ãre Magpie, a appris Le Devoir. Hydro-QuÃ©bec refuse toutefois de renoncer au potentiel hydroÃ©lectrique du cours d'eau, alors que les partisans de la crÃ©ation d'une aire protÃ©gÃ©e espÃ^Ãrent maintenant obtenir une reconnaissance internationale.

L'entente internationale signÃ©e Ã l'issue de la confÃrence de l'ONU sur la biodiversitÃ© (COP15) prÃ^Ãvoit notamment que les Ã‰tats s'engagent Ã protÃ^Ãger 30 % des milieux naturels terrestres et aquatiques d'ici 2030. Le Canada a d'ailleurs promis de tout mettre en œuvre pour atteindre cette cible. Selon le gouvernement fÃ©dÃ©ral, la concrÃ©tisation du projet d'aire protÃ©gÃ©e de 2 600 km² le long de cette riviÃ^Ãre de la CÃ©te-Nord pourrait contribuer Ã l'atteinte des engagements pris par Ottawa en matiÃ^Ãre de protection des ÃcosystÃ^Ãmes. Cette Ã©ventualitÃ© est bien vue par l'alliance Muteshekau-shipu, qui milite pour la prÃ^Ãervation de cet imposant cours d'eau mais dont les propositions ont toujours eu une fin de non-recevoir de Hydro-QuÃ©bec et du gouvernement du QuÃ©bec. La sociÃ©tÃ© d'Ã‰tat estime que "dans le contexte actuel, on ne peut pas envisager une hausse soutenue de la demande en Ã©lectricitÃ© et au moment prÃ©cis oÃ¹ nous mettons Ã jour nos Ã©tudes sur le potentiel hydrologique du QuÃ©bec, il serait prÃ^ÃmaturÃ© de renoncer au potentiel d'une riviÃ^Ãre, quelle qu'elle soit."

Alexandre Shields -Ã Le Devoir

Hydro-QuÃ©bec refuse de renoncer Ã la riviÃ^Ãre Magpie -Ã Le Devoir